

MACRON, PRÉSIDENT CONTRE LE PEUPLE



Vendredi dernier, les « sages » validaient l'essentiel de la réforme des retraites à l'exception de six mesures, dites « sociales ». Ils avaient pourtant pointé, sans en tirer les conséquences, l'utilisation inhabituelle de dispositifs pour corseter les débats et les mensonges des ministres. Dans la foulée de cette décision incompréhensible, Macron, promulguait immédiatement la loi.

Il a ainsi voulu fermer toutes les portes de sortie du conflit, malgré la demande de l'intersyndicale et n'a pas fait le choix de l'apaisement. Par cet acte, le mépris et le cynisme à l'égard du monde du travail atteint son paroxysme ! À présent, Macron affirme vouloir retrouver le chemin du dialogue avec les partenaires sociaux...

Mais, dorénavant, qui y croit ?

Dérive antidémocratique

En décidant depuis des mois d'ignorer les organisations syndicales, dont le rôle est de représenter et d'organiser les travailleur-se-s, Macron joue un jeu dangereux. Les syndicats, sont à la fois les porte-paroles du monde du travail et un contre-pouvoir indispensable dans notre République. Pourtant, pas une seule étape d'un chemin démocratique « normal » n'a été respectée... l'absence de dialogue a été totale. Il a préféré ajouter à la crise sociale une crise démocratique aggravant davantage la défiance du peuple vis-à-vis des institutions.

En refusant de nous écouter, le président refuse de prendre en compte les conditions de vie et de travail des salarié-e-s. Aujourd'hui, en France, les conditions de travail sont tellement dégradées, qu'un grand nombre de personnes ne pourra pas travailler au-delà de 60 ans. Parmi elles, un nombre important vit déjà dans la misère, malgré le fait d'exercer une activité professionnelle et de plus en plus de retraité-e-s sont pauvres. L'Ugict-CGT dénonce ces situations depuis des années. Médecins, chercheurs, sociologues, économistes, jusqu'aux membres du Conseil d'orientation des retraites (COR) en témoignent (projection entérinant la baisse des pensions, déjà avant cette nouvelle réforme).

Macron, en décidant d'imposer un départ à 64 ans avec 43 annuités, entérine et accélère une nouvelle baisse vertigineuse du niveau de vie des retraité-e-s. Cette injustice sociale est inacceptable et constitue une faute grave du chef d'État. Elle va à l'encontre du principe même de gouvernement dont la notion est reprise à l'article 2 de notre Constitution : « gouvernement du peuple, pour le peuple et par le peuple. »

La République c'est nous

« Monsieur Macron nous sommes 8 millions de personnes à avoir participé à au moins une journée de grève ou de manifestations depuis le début du mouvement contre votre réforme ».

Nous ne croyons pas dans le supposé déficit de notre système de retraites ! D'autant que même les économistes libéraux parlent dans, le même temps, d'un déficit de 13 milliards d'ici 2030 et du fait qu'une simple journée de grève coûte à la France 10 milliards de PIB. Il faut donc repenser la question des retraites de façon moderne en tenant compte des exigences sociales et des enjeux environnementaux.

Nous exigeons que soit étudiées les propositions de l'Ugict-CGT pour le financement des retraites (l'augmentation des cotisations qui pourrait financer les propositions portées par la CGT, l'égalité salariale femmes-hommes, la taxation des profits...).

Nous exigeons la suppression de l'abattement temporaire sur les retraites complémentaires, comme nous exigeons que les années d'études soient reconnues comme cotisées. Nous voulons que soit repensé notre travail et l'économie toute entière.

Nous exigeons la sortie de la société ultra capitaliste court termiste et productiviste qui nous dirige droit dans le mur.

L'Ugict-CGT invite ses organisations, ainsi que tous les salarié-e-s, ingénieurs, cadres, techs et agents de maîtrise à organiser dès maintenant des assemblées générales, des réunions syndicales pour discuter ensemble des suites du mouvement et de s'engager sur les dates proposées par la CGT et l'intersyndicale.

Le 1^{er} mai est l'occasion d'envoyer un message fort au gouvernement : il faut retirer la réforme des retraites et ouvrir des perspectives de progrès !

8 millions de personnes se sont déjà engagées pour exprimer leur refus de la politique du gouvernement. Ce 1^{er} mai est un moment inédit pour venir toutes et tous à nouveau, avec nos collègues, voisins, enfants et parents.

Ce 1^{er} mai 2023, l'ensemble des organisations syndicales appellent ensemble à se mobiliser le jour de la fête internationale des travailleuses et des travailleurs.

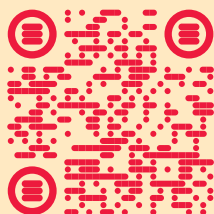


toutes les infos
sur les sites :

[cgt.fr/
actualites](http://cgt.fr/actualites)

&

[ugictcgt.fr/
1er-mai-2023](http://ugictcgt.fr/1er-mai-2023)



En attendant cette journée du 1^{er} mai, on vous rappelle que deux initiatives sont proposées dans l'intervalle :

➤ le jeudi 20 avril

➤ le vendredi 28 avril

(journée mondiale de la sécurité et de la santé travail).

MACRON, PRÉSIDENT CONTRE LE PEUPLE



Vendredi dernier, les « sages » validaient l'essentiel de la réforme des retraites à l'exception de six mesures, dites « sociales ». Ils avaient pourtant pointé, sans en tirer les conséquences, l'utilisation inhabituelle de dispositifs pour corseter les débats et les mensonges des ministres. Dans la foulée de cette décision incompréhensible, Macron, promulguait immédiatement la loi.

Il a ainsi voulu fermer toutes les portes de sortie du conflit, malgré la demande de l'intersyndicale et n'a pas fait le choix de l'apaisement. Par cet acte, le mépris et le cynisme à l'égard du monde du travail atteint son paroxysme ! À présent, Macron affirme vouloir retrouver le chemin du dialogue avec les partenaires sociaux...

Mais, dorénavant, qui y croit ?

Dérive antidémocratique

En décidant depuis des mois d'ignorer les organisations syndicales, dont le rôle est de représenter et d'organiser les travailleur-se-s, Macron joue un jeu dangereux. Les syndicats, sont à la fois les porte-paroles du monde du travail et un contre-pouvoir indispensable dans notre République. Pourtant, pas une seule étape d'un chemin démocratique « normal » n'a été respectée... l'absence de dialogue a été totale. Il a préféré ajouter à la crise sociale une crise démocratique aggravant davantage la défiance du peuple vis-à-vis des institutions.

En refusant de nous écouter, le président refuse de prendre en compte les conditions de vie et de travail des salarié-e-s. Aujourd'hui, en France, les conditions de travail sont tellement dégradées, qu'un grand nombre de personnes ne pourra pas travailler au-delà de 60 ans. Parmi elles, un nombre important vit déjà dans la misère, malgré le fait d'exercer une activité professionnelle et de plus en plus de retraité-e-s sont pauvres. L'Ugict-CGT dénonce ces situations depuis des années. Médecins, chercheurs, sociologues, économistes, jusqu'aux membres du Conseil d'orientation des retraites (COR) en témoignent (projection entérinant la baisse des pensions, déjà avant cette nouvelle réforme).

Macron, en décidant d'imposer un départ à 64 ans avec 43 annuités, entérine et accélère une nouvelle baisse vertigineuse du niveau de vie des retraité-e-s. Cette injustice sociale est inacceptable et constitue une faute grave du chef d'État. Elle va à l'encontre du principe même de gouvernement dont la notion est reprise à l'article 2 de notre Constitution : « gouvernement du peuple, pour le peuple et par le peuple. »

La République c'est nous

« Monsieur Macron nous sommes 8 millions de personnes à avoir participé à au moins une journée de grève ou de manifestations depuis le début du mouvement contre votre réforme ».

Nous ne croyons pas dans le supposé déficit de notre système de retraites ! D'autant que même les économistes libéraux parlent dans, le même temps, d'un déficit de 13 milliards d'ici 2030 et du fait qu'une simple journée de grève coûte à la France 10 milliards de PIB. Il faut donc repenser la question des retraites de façon moderne en tenant compte des exigences sociales et des enjeux environnementaux.

Nous exigeons que soit étudiées les propositions de l'Ugict-CGT pour le financement des retraites (l'augmentation des cotisations qui pourrait financer les propositions portées par la CGT, l'égalité salariale femmes-hommes, la taxation des profits...).

Nous exigeons la suppression de l'abattement temporaire sur les retraites complémentaires, comme nous exigeons que les années d'études soient reconnues comme cotisées. Nous voulons que soit repensé notre travail et l'économie toute entière.

Nous exigeons la sortie de la société ultra capitaliste court termiste et productiviste qui nous dirige droit dans le mur.

L'Ugict-CGT invite ses organisations, ainsi que tous les salarié-e-s, ingénieurs, cadres, techs et agents de maîtrise à organiser dès maintenant des assemblées générales, des réunions syndicales pour discuter ensemble des suites du mouvement et de s'engager sur les dates proposées par la CGT et l'intersyndicale.

Le 1^{er} mai est l'occasion d'envoyer un message fort au gouvernement : il faut retirer la réforme des retraites et ouvrir des perspectives de progrès !

8 millions de personnes se sont déjà engagées pour exprimer leur refus de la politique du gouvernement. Ce 1^{er} mai est un moment inédit pour venir toutes et tous à nouveau, avec nos collègues, voisins, enfants et parents.

Ce 1^{er} mai 2023, l'ensemble des organisations syndicales appellent ensemble à se mobiliser le jour de la fête internationale des travailleuses et des travailleurs.

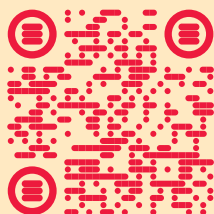


toutes les infos
sur les sites :

[cgt.fr/
actualites](http://cgt.fr/actualites)

&

[ugictcgt.fr/
1er-mai-2023](http://ugictcgt.fr/1er-mai-2023)



En attendant cette journée du 1^{er} mai, on vous rappelle qu'une initiative est proposée dans l'intervalle :

le vendredi 28 avril

(journée mondiale de la sécurité et de la santé travail).